

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE ST NIZIER LE BOUCHOUX
Séance du 25 juin 2020**

L'an deux mille vingt et le vingt-cinq juin, à 20 h 30, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Valérie GUYON, Maire de Saint Nizier le Bouchoux.

Monsieur Valentin BLANC a été élu secrétaire de séance.

Date de convocation : 19 juin 2020

Présents : Valérie GUYON, Gérard, MOREL, Alexandre ANDRE, Sébastien LABRY, Jean PIRAT, Angélique MARION, Antoine JACQUET, Corinne BROISSIAT, Alain TRUTT, Arnaud GUIOT, Valentin BLANC, Julien NECTOUX, Bernard MALIN, Christine CLERMIDY.

Excusés : Bernard VELON

Objet : Prescription de la révision avec examen conjoint du PLU, énoncé des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation

Vu le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-31 à L. 153-34 et R. 153-12 ;

Vu le schéma de cohérence territoriale de Bourg-Bresse-Revermont approuvé le 14 décembre 2016 ;

VU le plan local d'urbanisme approuvé le 25 janvier 2018 ;

Madame le Maire présente l'opportunité et l'intérêt pour la commune d'une révision avec examen conjoint de son plan local d'urbanisme. En effet, la commune a reçu la demande de la scierie Pépin concernant son projet d'agrandissement sur une zone agricole (A), au lieu de la zone 2AUX initialement prévue au PLU.

Madame le Maire présente l'obligation et l'intérêt pour la commune de mettre en œuvre une démarche de concertation avec le public en lien avec la procédure, conformément aux articles L. 103-2 à L. 103-6 du code de l'urbanisme.

Considérant que la révision consiste uniquement à : réduire une zone agricole, sans aucune remise en cause des orientations du plan d'aménagement et de développement durables (PADD), Madame le Maire propose en conséquence, une révision allégée du PLU.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- DECIDE :

1. de prescrire la révision avec examen conjoint du PLU conformément aux dispositions des articles L. 153-31, L. 153-34 et R. 153-12 du code de l'urbanisme ;
2. d'énoncer les objectifs poursuivis :

- le reclassement en zone constructible dédiée aux activités industrielles, des parcelles ou parties de parcelles situées dans le prolongement de la zone 2AUX (classée en UX), pour permettre son extension
- le déclassement de la zone 2AUX initialement prévue pour cet agrandissement, en zone agricole (ou agricole stricte).

Envoyé en préfecture le 10/07/2020

Reçu en préfecture le 10/07/2020

Affiché le

ID : 001-210103800-20200625-2020031-DE

- de soumettre la procédure à la concertation du public pendant toute sa durée (article L. 103 4 du code de l'urbanisme), en associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole, selon les modalités suivantes :
 - information dans le bulletin municipal, sur le site internet de la mairie, et par affichage du projet
 - mise à disposition d'un registre en mairie, avec invitation à faire des propositions
 - organisation d'une réunion publique.
 - d'associer les services de l'État conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code de l'urbanisme ;
 - de consulter au cours de la procédure, les personnes publiques prévues par la loi au titre des articles L. 132-12, L. 132-13, R. 153-2 et R. 153-5 du code de l'urbanisme, si elles en font la demande et en tant que de besoin, la mission régionale d'autorité environnementale ;
 - de réaliser l'évaluation environnementale si la mission régionale d'autorité environnementale le décide après examen au cas par cas ;
 - de consulter :
 - le Préfet
 - les présidents du conseil régional et du conseil départemental,
 - les présidents de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre de métiers et de la chambre d'agriculture,
 - le président du syndicat mixte en charge du SCoT ;
 - le président de l'établissement public de coopération intercommunale ;
 - les communes limitrophes
 - l'institut national de l'origine et de la qualité ;
 - la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers ;
 - la mission régionale d'autorité environnementale
 - de charger un cabinet d'urbanisme de la réalisation de la révision avec examen conjoint du plan local d'urbanisme et conjointement de conduire l'évaluation environnementale si nécessaire ;
 - de donner autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant, ou convention de prestation ou de service nécessaires à la mise en œuvre de la révision enquête public du plan local d'urbanisme ;
- **PRECISE** : que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget de l'exercice considéré ;

Conformément aux articles L. 132-7, L. 132-9, L. 132-11 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au préfet,
- aux présidents du conseil régional et du conseil départemental,
- aux présidents de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre de métiers et de la chambre d'agriculture,

- au président du syndicat mixte en charge du SCoT ;
- au président de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- au représentant de l'autorité compétente en matière d'urbanisme.

Envoyé en préfecture le 10/07/2020

Reçu en préfecture le 10/07/2020

Affiché le

ID : 001-210103800-20200625-2020031-DE

La présente délibération produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des mesures d'affichage et de publicité.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,



Valérie GUYON

Envoyé en préfecture le 10/07/2020

Reçu en préfecture le 10/07/2020

Affiché le

ID : 001-210103800-20200625-2020031-DE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE ST NIZIER LE BOUCHOUX
Séance du 05 novembre 2020**

L'an deux mille vingt et le cinq novembre, à 20 h 30, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Valérie GUYON, Maire de Saint Nizier le Bouchoux.

Monsieur Valentin BLANC a été élu secrétaire de séance.

Présents : Valérie GUYON, Sébastien LABRY, Jean PIRAT, Bernard VELON, Alain TRUTT, Arnaud GUIOT, Valentin BLANC, Bernard MALIN, Christine CLERMIDY.

Excusés : Gérard, MOREL (pouvoir à Alain TRUTT), Alexandre ANDRE (pouvoir à Bernard MALIN), Angélique MARION (pouvoir à Christine CLERMIDY), Antoine JACQUET, Corinne BROISSIAT, Julien NECTOUX (pouvoir à Valérie GUYON)

Objet : Prescription de la révision avec examen conjoint du PLU – Délibération modificative de la délibération n°2020 031

Madame le Maire rappelle la délibération du 25 juin 2020 prescrivant la révision avec examen conjoint du PLU, énonçant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation.

Madame le Maire précise qu'au vu des mesures sanitaires en vigueur, il convient de modifier les modalités de concertation auparavant envisagées concernant la procédure, la réunion publique ne pouvant avoir lieu.

Après avoir délibéré le Conseil Municipal de Saint-Nizier-le-Bouchoux :

- **DÉCIDE** de modifier la délibération 2020 031 du 25 juin 2020 sur les points suivants :

point 3 : en supprimant : « *organisation d'une réunion publique* » qui ne peut être envisagée dans les conditions sanitaires en vigueur, en supprimant « *information dans le bulletin municipal* » qui ne peut être envisagée en raison de son unique parution en fin d'année civile et qui est remplacée par un affichage large sur la commune; les autres modalités de concertation restent applicables et sont mises en œuvre ;

point 7 : en supprimant « *la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers* », qui n'a pas à être consultée dans le cadre de la présente procédure (la commune fait partie du périmètre d'un SCoT applicable).

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Valérie GUYON